

Bustamante se rendit alors à Jalapa, et sous prétexte que Guerrero « ne gouvernait pas bien la république », se prononça contre lui. Son plan, daté de Jalapa, 4 décembre 1829, se composait de neuf articles dans lesquels il proclamait la déchéance du gouvernement actuel pour rétablir l'ordre constitutionnel et le respect des lois. Ce qu'il y a de curieux dans toutes ces révoltes à main armée, c'est que les révoltés donnaient toujours pour prétexte de leur violation des lois et de la constitution, le respect qu'ils leur portaient. Un des articles de ce plan demandait naturellement la destitution de tous « les fonctionnaires contre lesquels l'opinion publique s'était déclarée. » Comme de juste cette « opinion publique » était celle des conjurés. C'est avec un sentiment de profonde tristesse qu'on voit un général élevé à la vice-présidence par la protection de Guerrero, chercher à renverser celui qui l'avait comblé de bienfaits et donner, de si haut, l'exemple de l'ingratitude et de l'insubordination. Le plan de « l'armée protectrice de la souveraineté des États », comme s'intitulaient les insurgés de Jalapa, n'avait d'autre but que de renverser le président, les gouverneurs et les législatures démocratiques fédérales, jamais révolution ne fut aussi honteuse. Le ministre des affaires étrangères, Bocanegra, répondit au plan de Jalapa par une circulaire dans laquelle on lit ces paroles significatives : — « Comment les institutions pourraient-elles se maintenir, si le gouvernement général ne peut remplir ses devoirs ? C'est pourtant ce qui arriverait si le manque de coopération des États le prive de ces liens et de cette harmonie qui font respecter la constitution et les lois. » C'est, en effet, ce qui arriva.

Une lettre datée de Manga-de-Clavo, 5 décembre 1829, nous montre que le général Muzquiz et le colonel Facio, chefs principaux du pronunciamiento, firent des tentatives répétées, mais infructueuses, pour entraîner Santa-Anna dans leur insurrection. Guerrero, hardi, courageux dans les combats, était trop bon de caractère ; il manquait d'énergie et de décision dans les moments suprêmes ; dégoûté du pou-

voir auquel il avait été élevé par une révolution, il ne tenta rien contre la révolution qui devait l'en faire descendre. Il se borna à se présenter, le 11 décembre, à l'ouverture des Chambres, et, dans son discours il dit aux députés et aux sénateurs : — « Investi par votre autorité du pouvoir énorme, de facultés extraordinaires pour sauver la patrie, je me présente dans votre enceinte pour me démettre de cette terrible charge. » Un fonctionnaire agissant ainsi au moment où ses ennemis marchaient sur son palais, n'était point fait pour gouverner un pareil peuple.

La majorité des députés se composait de démocrates favorables à l'administration actuelle ; mais la presque totalité des sénateurs travaillaient de concert avec les révolutionnaires de Jalapa. Le président demanda l'autorisation de se mettre à la tête des troupes et de marcher contre les rebelles ; il l'obtint. Le ministre Bocanegra fut élu par les Chambres pour remplacer le président, par intérim, et prêta serment le 17. Le lendemain Guerrero quitta Mexico ; mais au lieu d'aller à la rencontre de Bustamante, il l'évita et se dirigea vers le sud. A Vera-Cruz, la législature, opposée au plan des insurgés, demanda précipitamment à Santa-Anna de reprendre son commandement politique et militaire. Celui-ci l'accepta, pour soutenir l'administration de Guerrero, et prit possession de ses doubles pouvoirs le 17, dans l'après-midi. Cette acceptation inattendue paraît avoir eu pour motif un simple sentiment en faveur de la légalité.

Tandis que Santa-Anna se préparait à défendre les droits du président constitutionnel, le général Quintanar entra dans Mexico, à la tête des principales troupes insurgées ; Bocanegra était enfermé dans le palais, défendu par le général Anaya demeuré fidèle avec quelques soldats. Les insurgés s'emparèrent, dans la nuit du 22, de l'hôtel de ville et de la cathédrale ; du haut des terrasses et des tours ils tiraient sur le palais, séparé de ces deux édifices par la largeur d'une rue. La résistance n'était pas possible, et la capitale tomba le lendemain matin au pouvoir des insurgés ; dix ou douze

hommes seulement furent tués ou blessés. Le général Quintanar, qui n'avait pas reparu sur la scène politique depuis 1824, fut nommé par le conseil du gouvernement au pouvoir exécutif avec Lucas Alaman et Pedro Velez, en attendant l'arrivée de Bustamante. Ce triumvirat remplaça le président Bocanegra destitué, sans façon, par le conseil d'État. En peu de temps tous les États se soumièrent au plan de Jalapa, à l'exception de Vera-Cruz qui tenait toujours, moins par affection pour Guerrero et par respect des lois, que par la persuasion que le triumvirat changerait la forme du gouvernement. La législature de Vera-Cruz déclara qu'elle ne reconnaissait pas le gouvernement installé à Mexico, et donna au gouverneur les facultés nécessaires pour faire respecter sa décision. Santa-Anna se rendit alors à Jalapa, et, le 26 décembre 1829, il fit une proclamation dans laquelle il motivait les résolutions de la législature de Vera-Cruz et sa détermination de défendre l'ancien gouvernement, tout étant illégal, contre le nouveau pouvoir.

L'inconcevable faiblesse de Guerrero mit Santa-Anna dans une position critique et même ridicule. Le 25, Guerrero, ayant appris les événements passés à Mexico et l'élection du triumvirat, laissa le commandement de son armée au général Ignacio Mora, et partit pendant la nuit avec une petite escorte pour sa ville natale de Tixla. Mora réunit alors un conseil de guerre et se prononça, le 27, pour le plan de Jalapa. En apprenant la fuite de Guerrero et l'adhésion de ses troupes au nouveau pouvoir, les soldats de Santa-Anna désertèrent, et l'ancien gouvernement démocratique n'eut plus un seul défenseur au 1<sup>er</sup> janvier 1830, jour où Bustamante prit possession de la présidence. Le général Guerrero, pour éviter des dissensions qui pouvaient s'élever à son sujet, envoya sa démission de président et promit d'obéir aux résolutions des Chambres.

Bustamante, après son installation, réunit le congrès et nomma les ministres suivants : D. Lucas Alaman, aux affaires étrangères ; D. Ignacio Espinosa, à la justice ;

D. Rafael Mangino, aux finances, et D. Antonio Facio à la guerre. Dans ce ministère conservateur, Facio, élevé en Espagne, était considéré comme ennemi des démocrates et des réformes ; Espinosa et Alaman représentaient le clergé. Ce dernier a joué un rôle si important dans son pays qu'il mérite une mention particulière.

D. Lucas Alaman est né à Guanajuato d'une famille aisée qui l'envoya faire ses études à Mexico au collège des Mines. N'ayant point le goût des armes, il étudia les lois pour pouvoir prendre part aux affaires politiques. Après la chute d'Iturbide, on l'a vu devenir ministre ; puis, il abandonna le ministère, vint à Londres et retourna dans son pays. Lors de la révolution de Jalapa, il était directeur de la *Compagnie unie anglo-mexicaine*, et gérant des propriétés du duc de Monteleone, dernier héritier et descendant de Fernand Cortez. Tour à tour avocat, ministre, prétendant à la présidence, industriel et banqueroutier, fertile en expédients, subissant toujours l'influence de l'Angleterre, historien distingué, Lucas Alaman était un homme à vues supérieures ; il désirait sincèrement le bien de son pays, et pour atteindre ce but il foulait aux pieds l'opinion publique, avec ce courage moral qui n'a pas pour se soutenir le clairon des batailles. D'une forte complexion, sans être robuste, d'une énergie à toute épreuve, il était, en outre, travailleur infatigable ; nul ne connaissait mieux que lui le prix du temps, nul ne savait mieux l'utiliser. Il faisait difficilement la part des difficultés matérielles pour l'exécution d'une mesure qu'il avait dictée ; aussi rigoureuse qu'elle fût, elle ne l'épouvantait pas : « Qui veut la fin, disait-il, veut les moyens. »

Lors de sa rentrée au ministère, le Mexique se trouvait dans une situation pitoyable. Un an s'était à peine écoulé depuis le pillage de la capitale par les démocrates ; le trésor, comme toujours, était vide ; les troupes et les officiers réclamaient leur solde à grands cris ; les chemins étaient infestés de voleurs et les finances nulles ; les places, sollicitées par tout ce qu'il y avait de plus inepte et de plus immoral dans

la république, se vendaient au plus offrant; une contrebande effrénée, tolérée par les employés supérieurs des douanes, empêchait cet important revenu de remédier à la pénurie du trésor; la confiance et l'ordre n'existaient nulle part. Alaman voulut faire marcher de pair la réforme politique et la réforme financière. L'exécution de la seconde devait lui fournir les moyens d'opérer la première, et, pour y parvenir, il suffisait d'appeler aux emplois les hommes les plus probes. Il semblait impossible de les trouver, et, s'il n'en trouva pas un grand nombre qui joignit la probité à la capacité, il sut, du moins, utiliser ceux qu'il rencontra pour réprimer les concussions des employés qu'il maintenait, faute de pouvoir les changer. Par ce moyen, la contrebande fut comprimée; le trésor vit ses coffres se remplir du produit des droits qui n'enrichissaient autrefois que les administrateurs des douanes, et les troupes bien payées, bien vêtues, devinrent dès lors un appui pour le gouvernement.

Les dépenses ne dépassèrent plus les recettes; l'économie s'introduisit dans l'administration; le Mexique, pour la première fois depuis son indépendance, se vit organisé comme un gouvernement régulier, le brigandage des routes devint rare; les voleurs étaient fusillés, étranglés, — *garrotados*, — ou pendus aux murs de leur maison; on put enfin circuler librement sur les grands chemins. Les généraux qui gênaient le pouvoir ou la tranquillité publique furent impitoyablement mis à mort, malgré le prestige de leur nom. Après avoir ainsi transformé le Mexique, Alaman voulut le faire industriel et manufacturier pour l'élever au niveau des États de l'Europe. Manquant de voies naturelles de communication, le Mexique a plus besoin d'industrie que les pays moins riches que lui en productions de toutes sortes; Alaman, pour encourager cette branche de la richesse publique, appliqua, sous le nom de Banque de secours, — « Banco de avio, » — une partie des fonds provenant des droits de douane à des prêts faits aux diverses industries du coton, de la laine, du fer et du papier; une autre partie de ces

fonds était destinée à l'achat, en Europe, des machines nécessaires, livrées gratis aux manufacturiers. L'industrie allait donc prendre son essor; la paix était rétablie, les arsenaux étaient garnis de munitions, les droits de douanes régulièrement perçus, les chemins réparés, entretenus, purgés de bandits; tout cela s'était fait dans l'espace de deux ans; tout fut détruit par la révolution de 1832. Si l'empire de 1864, avait eu, comme ministre dirigeant, un homme énergique, intelligent et patriote comme Alaman, l'empire serait un fait accompli.

Pourtant, l'administration de Bustamante n'était point couchée sur un lit de roses. Le président et ses ministres, pour affirmer leur pouvoir, crurent devoir faire légitimer par les chambres la révolution de Jalapa qui mettait les écossais, c'est à dire les conservateurs, à la tête des affaires publiques. Le congrès, toujours vénal, toujours instrument docile du vainqueur, et sans foi politique, avait déclaré national et légitime le mouvement qui avait élevé Guerrero à la présidence, il déclara légitime et national celui qui l'en avait fait tomber, il fit plus, il déclara Guerrero « moralement incapable d'exercer la suprême magistrature. » Néanmoins, par respect pour ce vieux chef qui avait reçu le titre de « bien mérité de la patrie, » le mot : « moralement, » fut supprimé dans le décret d'incapacité lancé contre lui. Des législatures, des généraux et des colonels agitèrent le pays, au nom de la fédération que le gouvernement paraissait vouloir renverser pour lui substituer une république centrale, mais le centralisme avait tellement de partisans que ces agitations partielles ne devinrent pas sérieuses alors.

Au commencement de mars 1830, Salgado, gouverneur du Michoacan, destitué par Bustamante, se souleva et se réfugia dans la petite ville de Zamora avec trois cents hommes. Il croyait que l'État de S. Luis Potosi et celui de Jalisco le soutiendraient. Il n'en fut rien : obligé de fuir le 23 mars, il tomba entre les mains de ceux qui le poursuivaient. Alvarez se révolta dans ses montagnes; Guerrero sortit de Tixtla

pour se joindre aux prononcés, déjà renforcés par D. Francisco Victoria, frère de l'ex-président. Les insurgés n'avaient d'autre but que celui de renverser le gouvernement; ils opéraient surtout dans les provinces du sud. Le général Bravo, chargé de les poursuivre, battit Alvarez le 25 avril à Venta-Vieja, et s'empara d'Acapulco, qui retomba, par la défaite d'Armijo, au pouvoir d'Alvarez au commencement d'octobre. Le 1<sup>er</sup> janvier 1831, Bravo remporta une victoire sanglante et longtemps disputée sur les troupes d'Alvarez et de Guerrero. Après ce combat, les insurgés n'eurent que des guérillas pour continuer la lutte, plusieurs d'entre elles furent détruites par les colonels Canalizo, Sesma et autres. Presque tous les chefs de ces bandes furent fusillés; les plus célèbres étaient Collados, frère du gouverneur de Mexico et Francisco Victoria.

Le général Facio, ministre de la guerre, ne pouvant espérer que ses lieutenants saisiraient Guerrero au milieu des montagnes du sud, résolut de s'en rendre maître par trahison. Ayant appris que les insurgés disposaient d'un brigantin « Colombo » pour le transport des vivres d'Acapulco à la Palizada, il se mit en relation avec le capitaine génois Picaluga qui le commandait et qui se trouvait alors à Mexico. Picaluga demanda deux cent cinquante mille francs pour livrer Guerrero. Ce prix parut énorme au ministre, mais il fut accepté. Le capitaine du « Colombo » invita Guerrero à venir dîner à bord; celui-ci, sans méfiance, se rendit à l'invitation, et, tandis qu'on était à table l'ancre fut levée, la victime garottée et remise le 25 janvier 1831, entre les mains des autorités militaires de Santa-Cruz Huatulco, province de Tehuantepec. Le prisonnier, conduit à Oajaca, fut jugé et condamné à mort. Le 14 février, on vit à Cuilapa ce vétéran de l'indépendance marcher d'un pas mal assuré au lieu de l'exécution; soit l'effet des fatigues, soit la pensée de cette infâme trahison ou de l'horrible ingratitude de ses compatriotes, des larmes coulaient de ses yeux, lorsque la mort vint le frapper. L'administration de M. Bustamante ne s'est

jamais lavée de ce crime, et le général Santa-Anna promit de le venger. Dans cette triste histoire du Mexique, on voit toujours une trahison derrière une grande victime. Sous Bustamante, les exécutions commencèrent à devenir nombreuses; je ne doute pas qu'elles ne fussent utiles, sinon nécessaires, mais il est déplorable pour un gouvernement d'en venir à de pareilles extrémités, et lorsque ce gouvernement représente un parti, les exécutions politiques ont généralement l'air d'une vengeance.

Je dois placer ici quelques lignes sur la situation du clergé mexicain. Le pape Jules II avait autrefois accordé au roi d'Espagne la faculté de nommer les évêques aux sièges vacants, et les chanoines des cathédrales, dans toutes les possessions espagnoles. Après l'indépendance et dès 1821, la cour de Rome refusa toutes sortes de transactions, avec le gouvernement mexicain sur cette question. Le droit de patronat fut refusé au Mexique. En attendant un concordat qui ne se faisait pas, tous les évêchés du Mexique devinrent vacants, par l'émigration de deux prélats et la mort des autres. Le personnel des chapitres ecclésiastiques était tellement diminué, que plusieurs cathédrales ne possédaient qu'un ou deux chanoines. Cette situation démoralisa singulièrement le clergé qui ne recevait ni instruction, ni direction. L'administration de Bustamante, étant très favorable au clergé, sut tirer profit de cet état de choses, en renonçant au droit de patronat. Cette abdication d'une prérogative nationale, plus ou moins contestée en droit, était fort peu patriotique; mais elle rattacha au pouvoir exécutif tout le clergé, et ce qu'on appelle les cléricaux, parti fort considérable alors au Mexique. Une loi fut promulguée pour remplir les sièges épiscopaux vacants et compléter les chapitres ecclésiastiques qui gouvernaient les diocèses en l'absence des évêques; le clergé lui-même faisait ces nominations, et les bulles pontificales consacrant les nominations portaient la clause *motu proprio*, qui n'a cessé d'exister depuis cette époque.

Dans le courant de l'année 1831, le Mexique jouissait d'une grande tranquillité; le gouvernement avait une énorme majorité dans le congrès, malgré l'opposition que lui faisaient les députés D. Juan de Dios Cañedo, D. Francisco Garcia, et D. Valentin Gomez Farias; les partis modifièrent, non leurs rancunes, mais leurs drapeaux; les écossais devinrent les « amis de l'ordre, » et les yorkinos, les « progressistes. » Ces derniers demandaient bien la destruction des lois restrictives contre la liberté de la presse, — qu'ils avaient inaugurées, — et l'extinction des ordres monastiques; mais ces prétentions ne dépassaient pas, dans leur forme, la modération des débats parlementaires ou d'une polémique réservée. Néanmoins, vers la fin de cette même année, des troubles arrivés dans le Jalisco, et réprimés par des mesures anti-constitutionnelles, furent le prétexte de la révolution de 1832. Santa-Anna, occupé dans son hacienda de Manga-de-Clavo de ses propres affaires, avait refusé de se mêler à la révolution qui coûta la vie à Guerrero, et n'avait pas voulu prêter ses services à l'administration de Bustamante. Les mécontents résolurent de le mettre à leur tête.

Le 2 janvier 1832, la garnison de l'État de Vera-Cruz se prononce, et dans sa proclamation, datée de ce même jour, elle renouvelle les protestations faites par le plan de Jalapa, demande le renvoi des ministres, donne au général Santa-Anna le commandement des troupes, et le soin d'obtenir ce que réclamaient les insurgés. Santa-Anna appuya cet acte, et le 4 janvier il écrivit au général Bustamante une lettre dans laquelle il relève les conséquences des actes arbitraires ou rigoureux de ses ministres et le prie de conjurer la révolution en cédant aux justes réclamations de l'armée. Le pouvoir exécutif communiqua au congrès l'acte du 2 janvier, et la lettre qui l'accompagnait, en l'informant que, « bien que tous les ministres eussent remis leurs portefeuilles dans un but de conciliation et pour aplanir les difficultés, le vice-président s'était refusé à donner sa démission, afin de ne point créer un précédent pernicieux. » Les chambres dé-

clarèrent alors acte révolutionnaire cette pétition à main armée, et invitèrent le gouvernement à combattre l'insurrection. Le général Calderon fut chargé de la réduire avec trois mille hommes de troupes, bien équipées, qu'on lui donna.

Santa-Anna s'empara aussitôt de deux millions cinq cent mille francs qui se trouvaient à la douane de Vera-Cruz, et, avec cet argent, il organisa son armée. Woll et les deux Arago viennent à son appel. Le général Jean Arago est chargé du commandement de Vera-Cruz, et son frère Joseph reçoit l'ordre de former un corps de *jarocho*s, — habitants des campagnes de la côte. — Calderon arrive le 23 février à Santa-Fé, petit village situé presque aux portes de Vera-Cruz. Facio doit lui mener des renforts. Le 24, Santa-Anna apprend qu'un riche convoi d'argent, de munitions et de vivres, escorté par Perez Palacios et cinq cents hommes, est attendu par Calderon, il part aussitôt avec deux cents cavaliers et deux compagnies de fantassins, jusqu'à Manantial, — cinq lieues de Vera-Cruz, — se jette sur le convoi, s'en empare et revient à Vera-Cruz avec le trésor, les munitions, les vivres et les cinq cents hommes d'escorte qui se joignent à lui en criant : « Vive Santa-Anna ! mort aux ministres ! » Le 3 mars, Santa-Anna, à la tête de six cents hommes d'infanterie et cinq cents *jarocho*s, attaque, à Tolome, le général Calderon qui s'éloigne, avec trois mille sept cents hommes et de l'artillerie, des rivages empestés de Vera-Cruz. Aux premières détonations de l'artillerie, les *jarocho*s se sauvent, entraînant le capitaine Arago qui fait de vains efforts pour les rallier. L'infanterie tient bon et se fait tuer bravement. Les meilleurs officiers de Santa-Anna sont massacrés, et lui-même ne doit la vie qu'à la vitesse de son cheval, qu'il lance au galop dans les bois, après la perte de la bataille.

Calderon, au lieu de courir à Vera-Cruz et de s'en emparer, comme cela lui eût été facile, le lendemain de sa victoire, ne parut que le 10 mars sous les murs de la ville. Elle était alors remise en état de défense. Santa-Anna comptait encore

plus sur la fièvre jaune, la faim, la soif et la maladie que sur ses propres forces pour se débarrasser des assiégeants ; il leur fit éprouver, néanmoins, des pertes sensibles par de fréquentes sorties. Le 13 mai, Calderon dut lever le siège et se replier sur Mexico ; il ne lui restait presque plus de troupes valides. Joseph Arago, chargé de poursuivre l'arrière-garde, commandée par le général Rincon, la mit dans un tel désordre qu'elle se sauva en abandonnant ses malades, son parc et son équipement.

Tandis que ces événements s'accomplissaient, le général Moctezuma se souleva dans la ville de Tampico, et se mit à la disposition de Santa-Anna. Les États de Zacatecas, Jalisco, Nuevo-Leon et Tamaulipas se disposaient à renverser l'administration de Bustamante. Gomez Farias et Garcia, fidèles amis de Pedraza, président de droit, élu en 1828, et exilés, travaillaient à sa réinstallation. Ils manœuvrèrent pour qu'on le désirât à Zacatecas et dans le Jalisco, puis essayèrent de faire tourner l'insurrection de Vera-Cruz à son profit. Le général Inclan, poussé par eux, se prononça à Toluca le 27 avril, et menaça Bustamante et Santa-Anna, dans sa proclamation, de les combattre s'ils ne consentaient pas au retour de Pedraza. Trois jours après, le colonel D. Mariano Arista s'emparait de sa personne. Mais le mot était jeté, le nom de Pedraza circulait dans toutes les bouches, comme remplaçant de Bustamante.

La presse se mit à discuter la légitimité du gouvernement actuel et la nécessité de rappeler Pedraza ; Santa-Anna marcha sur Mexico. Calderon, voulant s'opposer à son passage, quitta Jalapa et se rend à Corral Falso où Santa-Anna le rejoignit le 13 juin. Au moment d'en venir aux mains, Calderon et son lieutenant Corraza se présentent en parlementaire au camp des insurgés pour demander un armistice qui leur fut accordé de grand cœur. A la suite de cette transaction, les deux généraux nomment des commissaires pour négocier les détails de l'armistice, et la paix auprès du gouvernement, et se retirent ensuite chacun de son côté. Bustamante, mé-

content de cet arrangement, remplaça le général Calderon par le ministre Facio, dans le commandement des troupes de Jalapa.

Sur ces entrefaites, Zacatecas, Durango et Jalisco se prononcèrent en faveur de Pedraza. Zacatecas ne se limite pas au décret qui proclamait l'exilé, président constitutionnel de la république, la législature organisa de suite quatre mille hommes de milice pour appuyer son décret. Le général D. José Urrea se prononça dans le même sens à Durango et mit un gouverneur démocrate à la place du conservateur qui dirigeait les affaires de cette province, depuis 1830. A Guadalajara, le gouverneur Cañedo, conservateur et royaliste, en outre, s'entendit avec le général Cuesta et le colonel Negrete pour seconder la révolution de Zacatecas. Dans la nuit du 15 juillet, Cuesta fit son pronunciamiento, tandis que le général Anaya se trouvait à l'enterrement de l'évêque Godoa, escortant le corps du défunt avec ses troupes, tenant des cierges en main. Les autorités civiles et militaires prononcées obligèrent Anaya, commandant la force armée du gouvernement général, à quitter la ville. Le général Mier y Teran, de son côté, se battait dans le Tamaulipas contre Moctezuma, partisan de Santa-Anna, et finit par se suicider le 3 juillet. Le colonel Antonio Mejia révolutionnait contre le gouvernement de Mexico les colons du Texas, et s'emparait des douanes de Brazos-Santiago et autres ports de la côte. Les chambres, réunies de nouveau le 3 août, acceptèrent la démission des ministres, cause première de ce vaste conflit ; elles donnèrent le commandement de l'armée fédérale à Bustamante et nommèrent président, par intérim, le général D. Melchior Muzquiz, qui prit possession du pouvoir le 14. Le 19, Muzquiz organisa son ministère : D. Francisco Fagoaga fut appelé aux affaires étrangères ; D. Juan Ignacio Ibarri, à la guerre. Godoy était fédéraliste, mais les autres ministres étaient monarchistes. Ce ministère était encore moins acceptable, pour les prononcés, que le précédent.

Bustamante sortit à l'encontre des forces révolutionnaires

commandées par Moctezuma ; il avait avec lui quatre mille hommes divisés en trois colonnes, à la tête desquelles se trouvaient les généraux gradués — généraux de brigade — D. Juan Amador, D. Gabriel Duran et D. Mariano Arista. Le 18 septembre, les deux armées se rencontrèrent au point nommé « Gallineros ». Le combat commença à six heures du matin et se termina par la déroute complète de Moctezuma et le massacre de tous les fugitifs tombés au pouvoir des vainqueurs. Le lendemain de son triomphe, Bustamante donna sa démission de président de la république et s'occupa de rétablir les autorités chassées par la révolution. La cause de Pedraza était perdue, si Santa-Anna ne l'eût relevée par une marche rapide sur Puebla. Facio, stupéfait de ce mouvement et comprenant tout le ridicule de son action, se décida à combattre et s'établit sur un point de la route que suivait Santa-Anna. Celui-ci, l'ayant observé du haut de la tour de San-Augustin de Palmar, devina son plan. Il s'empessa de reconnaître la position à la tête de sa cavalerie, et fut assez heureux pour rencontrer, en retournant à son quartier général, la meilleure brigade de son adversaire, qui se rendit à discrétion. L'ex-ministre de la guerre n'eut plus qu'à se retirer en toute hâte vers la capitale, abandonnant aux insurgés tout ce qui pouvait embarrasser sa fuite. Santa-Anna continua sa marche sur Puebla défendue par Andrade ; le 5 octobre, il était maître de tous les points importants de cette place. Calderon, qui se trouvait accidentellement à Puebla, fit cesser le combat, en sa qualité de général de division ; il conclut avec Santa-Anna un nouvel arrangement par lequel le général Andrade rentrerait à Mexico directement, laissant une garnison aux fortins du cerro de Guadalupe. Cette transaction conclue, Andrade partit et arriva presque seul dans la capitale ; ses troupes s'étaient prononcées en chemin en faveur de Santa-Anna.

Les États du Yucatan, Tabasco et Chiapas avaient secoué, le 16 septembre, le joug du gouvernement conservateur et s'étaient prononcés dans le sens des États du nord. La révo-

lution se propageait ainsi avec une grande rapidité. Santa-Anna en profita. Le 18 octobre, il mit ses troupes en marche sur Mexico. Le général Valencia, qui opérait dans la vallée de la capitale, vint grossir l'armée dite « libératrice ». Arrivé à Tacubaya, le général Santa-Anna intima, le 1<sup>er</sup> novembre, l'ordre au général Quintanar, qui défendait Mexico, de se rendre. Quintanar refusa, sachant que Bustamante arrivait au secours de la place et qu'il était déjà à Queretaro. Santa-Anna, espérant que Quintanar le poursuivrait, partit à la rencontre de Bustamante ; les deux armées se rencontrèrent le 12, à la hacienda de Casas-Blancas ; après cinq heures et demie de combat, les troupes fédérales abandonnèrent leurs positions. Bustamante se retira sur Tequisquiatic où Quintanar devait le rejoindre. Le 16, un convoi qui se dirigeait sur Puebla, escorté par Rodriguez, ayant failli tomber entre les mains du général Anaya, Santa-Anna leva brusquement son camp, accomplit une marche forcée de vingt et une lieues, délivra Rodriguez du danger qui le menaçait et fit même des prisonniers à ses ennemis. En présence de cette singulière manœuvre, Bustamante se vit obligé de courir après son rival et le 6 décembre les deux généraux se trouvèrent de nouveau en présence, près de Puebla, au rancho de Posadas. L'action s'engagea avec une violence extraordinaire ; les deux chefs payèrent de leur personne et firent des prodiges de valeur ; la bataille, qui dura presque toute la journée, fut encore plus sanglante que celle de Gallinero ; plus de mille hommes y perdirent la vie, et pourtant elle fut sans résultat. Les fédéraux conservèrent leurs positions et les conservateurs se replièrent au cerro de San-Juan et dans quelques édifices de la ville peu ou pas défendus.

Les fédéraux de l'intérieur n'étaient pas abattus par leur défaite de Gallinero. Le Jalisco avait trois colonnes : la première, commandée par José de la Cuesta et destinée à l'invasion de Guanajuato, se trouvait à Lagos, bloquée par le général Cortazar qui, de la ville d'Encarnacion avait les yeux sur Lagos et sur la division de Zacatecas, cantonnée à